

Catastrophe nucléaire et résilience - Etude des conséquences d'une hypothétique explosion de la centrale du Blayais et des possibilités de résilience

Apolline Louvet

Résumé

Quelles seraient les conséquences d'une catastrophe nucléaire en France ? A partir d'une étude de cas sur la centrale du Blayais, nous allons voir quels sont les enjeux des politiques de résilience, quels aspects sont à prendre en compte, et enfin quelle résilience est possible dans ce cas.

Mots clés : Gironde, nucléaire, économie, politique

Les catastrophes nucléaires ont une place à part dans le champ des catastrophes. Comme beaucoup d'autres, elles sont caractérisées par une très faible probabilité et des dommages immenses. Toutefois, elles ont comme particularité de rendre toute possibilité de reconstruction quasiment impossible, et ce sur un très long terme. L'enjeu de la résilience après une catastrophe nucléaire est donc extrêmement important.

I. Présentation générale – La centrale et son environnement

a) La Gironde : un département à l'économie fortement orientée vers l'agriculture et le tourisme

La Gironde, département dont la préfecture est Bordeaux, est très connu pour ses plages (Lacanau, Le Porge), mais aussi pour le Bassin d'Arcachon et bien sûr le vignoble bordelais. Le tourisme comme la viticulture sont ainsi à la base de l'économie du département, ainsi que de façon plus générale, de la filière agro-alimentaire. La filière bois a aussi une importance non négligeable : la forêt des Landes commence en effet en Gironde. Enfin, un pôle aéronautique et aérospatial est présent autour de Bordeaux, et est en cours de développement (présence de Dassault en particulier).

b) La centrale nucléaire du Blayais

La centrale du Blayais est l'une des plus vieilles centrales du parc nucléaire français, ayant été mise en service en 1981. 1200 personnes sont employées sur le site, qui produit suffisamment d'électricité pour couvrir les dépenses énergétiques de l'ensemble de la région Aquitaine. Même si la centrale n'est pas récente, elle n'est pas considérée comme dangereuse par l'Autorité de Sécurité Nucléaire. Actuellement, une partie des quatre réacteurs est en travaux.

La centrale a beau être considérée comme sûre, ce n'est pas pour autant que cette sûreté est parfaite. Lors de la tempête de 1999, des branchages ont en effet coupé le dispositif de refroidissement de l'un des réacteurs. La catastrophe a été évitée, mais le risque est donc réel, et les populations alentours en sont conscientes.

Que se passerait-il si cette centrale explosait ? En se basant sur cet exemple, nous allons nous intéresser aux possibilités de résilience en cas de catastrophe de ce genre.

II. La catastrophe – Quelles conséquences directes ?

Nous allons considérer que la catastrophe est du niveau de Tchernobyl ou Fukushima, entraînant la création d'une zone d'exclusion d'une trentaine de kilomètres. Il s'agit d'une valeur tout à fait théorique, bien supérieure à celle qu'envisagent les autorités en cas de catastrophe (10 kilomètres au plus), mais qui permet d'avoir le même ordre de grandeur que pour les catastrophes précédentes.

a) Conséquences sur l'environnement

De façon générale, les estuaires sont des écosystèmes très riches. Après la catastrophe, la biodiversité va très certainement diminuer, et les génotypes sélectionnés seront ceux plus adaptés à

la radioactivité. En se basant sur les observations réalisées à Tchernobyl, les populations les plus menacées sont les populations d'oiseaux et les conifères. Or, beaucoup d'oiseaux se trouvent dans l'estuaire, et la forêt des Landes commence à quelques dizaines de kilomètres de la centrale.

De plus, la centrale se trouvant dans un marais, les eaux seront très contaminées, ce qui accentuera d'autant plus le phénomène de contamination de l'estuaire.

A plus long terme, les questions de la propagation de la radioactivité risquent aussi de devenir problématiques. En effet, les feux de forêt sont assez fréquents, propageant les cendres radioactives à plusieurs dizaines de kilomètres aux alentours, y compris sur Bordeaux. De plus, l'estuaire de la Gironde est très prisé des animaux migrateurs.

b) Conséquences sur l'économie

L'activité qui sera bien évidemment la plus impactée par la catastrophe sera l'activité viticole. En effet, une très grande partie du vignoble bordelais se situe assez près de la centrale, y compris des propriétés parmi les plus prestigieuses du Bordelais. Pour le vignoble qui sera encore accessible après la catastrophe, l'activité sera beaucoup moins rentable, sans doute plus assez. En effet, la viticulture est une activité qui, particulièrement dans le bordelais, repose sur une image de marque. Si on se base sur l'exemple de Fukushima, préfecture dans laquelle la pêche était très importante, après la catastrophe, les poissons en provenance de Fukushima ne se sont plus du tout vendus, en dépit des taux de radioactivité pourtant faibles.

Le tourisme souffrira aussi beaucoup de la catastrophe. Le littoral est une région très prisée des vacanciers, mais là aussi, le tourisme repose sur une image de marque.

La filière bois, si on se base sur l'exemple de Fukushima, sera elle aussi affectée du fait des inquiétudes des consommateurs, mais dans de moindres proportions. Le problème de la mort des pins du fait de la contamination sera à prendre en compte, mais quand même assez limité du fait de l'éloignement des forêts de la centrale.

Enfin, la filière industrielle, beaucoup moins sensible à ce genre de risques, pâtira du départ de certains de ses employés, mais ce départ ne peut être que temporaire en fonction des politiques du gouvernement.

c) Conséquences sur les populations

Bien évidemment, la conséquence évidente est que les populations les plus proches de la centrale seront évacuées, avec des possibilités de retour à court terme impossible. Des plans d'évacuation et de relogement sont prévus pour une zone de 10 kilomètres autour de la centrale. Des exercices d'évacuation ont même déjà été organisés.

Toutefois, rien n'a été prévu au-delà de la zone des 10 kilomètres, en particulier si jamais la ville de Bordeaux est contaminée (45 kilomètres), situation peu probable, mais qui serait dure à gérer, étant donné qu'il faudrait gérer en urgence l'évacuation de 800 000 personnes paniquées.

Maintenant que nous avons vu les conséquences de cette catastrophe si elle se produisait, nous allons nous intéresser aux possibilités de résilience, ou plus exactement de résiliences.

III. Résilience(s) après une catastrophe nucléaire – Un choix politique à préparer en amont

a) Décontamination ou abandon du milieu : résilience écologique ou sociale ?

L'exemple de Fukushima montre que la seule façon de véritablement permettre le retour des populations sur la zone est de gratter la terre sur plusieurs centimètres. Cela a un impact écologique important, et encore plus dans les zones marécageuses ou de l'estuaire, où il est impossible de le faire sans totalement détruire le milieu. On a donc un véritable conflit ici : pour permettre la résilience sociale du milieu, il est nécessaire de décontaminer la zone, ce qui détruit le milieu. Réciproquement, le seul moyen de permettre la résilience écologique est de renoncer à tout retour sur la zone. Un choix politique est véritablement nécessaire ici.

b) Une économie à réorganiser

Le retour des populations n'est possible que s'il y a des possibilités d'emploi dans la zone. Il sera donc nécessaire de restaurer une activité économique dans la zone. Les activités viticoles et touristiques doivent être remplacées par autre chose. Ici, deux choix possibles sont orienter le tourisme vers un tourisme « de la catastrophe », ou intensifier l'activité industrielle.

Une volonté politique est nécessaire derrière tout cela, particulièrement pour l'attribution des aides. De plus, il faut qu'une réelle activité puisse se développer. Une économie fragilisée ne se maintient que grâce à des aides est très fragile, et ne peut pas se maintenir à long terme. Il n'y aurait donc pas résilience dans ce cas là.

c) Résilience individuelle, résilience du territoire : un choix politique devant impliquer la population

De façon simpliste, deux approches sont possibles : revenir sur les terres après les avoir décontaminées, ou bien les abandonner. L'exemple de Tchernobyl et Fukushima nous montre quelque chose d'important vis à vis de l'approche à adopter.

- A Tchernobyl (dans des zones assez éloignées de l'accident quand même), certaines populations devaient évacuer mais ceci n'a finalement pas été fait aussitôt faute de budget pour les reloger. Au bout de quelques années, les populations ne voulaient finalement plus évacuer.

- A Fukushima au contraire, les populations ont évacué. Au bout de quelques années, elles ont commencé à prendre conscience qu'elles ne retrouveraient jamais leur lieu de vie tel qu'il était avant, et ont moins eu envie de revenir.

Ces deux exemples illustrent quelque chose d'important : pour se reconstruire, les personnes ont besoin de savoir où elles vont le faire. Elles ne peuvent pas mettre cela entre parenthèses pendant plusieurs années sans savoir quoi faire. Les territoires doivent donc être restaurés très vite, sinon les populations n'y reviendront pas avant très longtemps (à part quelques personnes isolées qui voudront y revenir). Or, actuellement, la décontamination demande de longues années.

Dans le cas des catastrophes nucléaires, la résilience des territoires ne peut se faire qu'à long terme, alors que la résilience des individus doit se faire sur des échelles de temps plus courtes. Les budgets étant limités, il y a un réel choix politique à faire pour savoir où affecter l'argent. Les populations concernées doivent bien évidemment être d'accord avec les choix effectués.

d) Préparer la résilience : nécessité de politiques en amont

Quelle que soit l'orientation désirée pour la résilience, il est nécessaire que tout soit préparé en amont. Particulièrement, il est indispensable que des plans d'évacuation et des projets post-catastrophe soient au moins un petit peu pensés. En effet, si l'évacuation se passe mal, si les autorités apparaissent comme dépassées par les événements, voire ne savent pas exactement ce qui se passe, les populations vont perdre confiance en les autorités et leurs discours. C'est ce qui s'est passé à Fukushima, et cela s'est révélé être un obstacle à toutes les politiques de résilience. On peut en effet constater que les populations ont opposé un refus quasi systématique, au moins au premier abord, à tous les projets de reconstruction proposés par le gouvernement, car ce dernier n'était pas considéré comme digne de confiance. Il est donc nécessaire de préparer des mesures d'urgence afin de pouvoir jouer son rôle d'autorités. Si cela ne se fait pas, seule la résilience individuelle pourra potentiellement être possible.

Conclusion :

Plusieurs éléments ressortent de cette étude de cas. Tout d'abord, il n'y a pas une mais des résiliences possibles dans le cadre d'une catastrophe nucléaire, certaines étant incompatibles. Une ligne directrice générale doit être élaborée, en accord avec la volonté des populations.

Même si ce genre de catastrophe paraît très peu probable, les dégâts que provoquerait le fait de ne rien préparer en avance sont beaucoup trop élevés pour pouvoir être acceptés. Il faut donc anticiper. Enfin, le principal bilan de cette étude est que ce ne sont pas les individus qui ont la capacité de résilience ou non, il n'y a que des politiques plus ou moins résilientes.